IDEX Paris-Saclay

APPEL A PROJET RECHERCHE IDEX 2013

**Titre du Projet : *Sciences Sociales pour Saclay (3S)***

**Type de projet : Fusion de deux Labex présentés en vague 2 (LISI et 6S) et intégration d’une nouvelle équipe (GHDSO, Université Paris Sud).**

**Responsables du projet :**

**Pélisse Jérôme**: MCF de sociologie, chaire d’excellence CNRS 2010-2015, Directeur du Printemps (UMR CNRS-UVSQ)

**Bessy Christian**: Chargé de recherche CNRS en économie, Directeur adjoint de l’IDHE Cachan (UMR CNRS-ENS Cachan)

**Licoppe Christian**: Professeur de sociologie des technologies d’information et de communication, Directeur adjoint du LTCI (UMR CNRS- Télécom ParisTech)

Etablissement/laboratoire :

Printemps (UMR UVSQ-CNRS)

IDHE Cachan (ENS Cachan-CNRS),

LTCI (Télécom ParisTechn - CNRS)

Courriel  et téléphone :

jerome.pelisse@uvsq.fr 06 61 52 26 03

christian.bessy@idhe.ens-cachan.fr 01 47 40 68 56

christian.licoppe@telecom-paristech.fr

**Genèse du projet et lien avec l’Idex :**

Le projet *Sciences Sociales pour Saclay (3S)* proposé dans cette lettre d’intention s’inscrit dans un prolongement coordonné de deux projets Labex de sciences sociales (6S et LISI) soumis lors de la vague 2 de l’appel à projet des investissements d’avenir. Ces deux projets, quoique bien évalués, n’ont pas été labellisés. Compte tenu des évolutions des partenaires de l’IDEX, un périmétrage nouveau est proposé. Une nouvelle équipe (GHDSO, Université Paris Sud) a par ailleurs été intégrée. Ce projet repose sur un ensemble de propositions qui, pour certaines, ont d’ores et déjà été mises en œuvre par les différents partenaires. L’objectif du projet est de leur donner un prolongement et un approfondissement dans le cadre des collaborations qu’ouvre la constitution de l’Université Paris Saclay. Ce projet comporte aussi des propositions originales, qui s’appuient sur des expertises présentes, et parfois des financements déjà obtenus et en cours d’exécution parmi les partenaires (via des ANR, des contrats, des allocations doctorales, etc.). L’apport financier de l’IDEX vise à donner, par un fond d’amorçage, une extension à l’échelle du périmètre Saclay des collaborations déjà entamées depuis le dépôt des projets Labex.

**Les laboratoires et établissements impliqués sont :**

CESDIP (UVSQ-CNRS-Ministère de la Justice)

CRG (Polytechnique – CNRS)

GHDSO (équipe de EST - Université Paris Sud)

IDHE Cachan (ENS Cachan-CNRS)

ISP Cachan (ENS Cachan-CNRS)

LSQ (équipe du CREST-GENES)

LTCI (Télécom ParisTech - CNRS)

PRINTEMPS (UVSQ-CNRS)

STEF (ENS Cachan/IFE)

**Résumé du projet :**

Le projet de structurer la recherche en sciences sociales dans le cadre du projet d’Université Paris Saclay repose sur un important travail réalisé en amont, dans le cadre d’une double soumission (vague 1 et vague 2) de deux projets de Labex, bien évalués par le jury international mais non labellisés, et qui s’appuyaient sur des projets parfois soutenus par ailleurs (Equipex CASD, ANR notamment) : le projet 6S et le projet LISI. Les porteurs de ces deux projets ont mené des discussions approfondies, en particulier lors des échanges en vue d’une school Economie et Sciences Sociales, sur les recherches en sciences sociales qui pourraient être menées depuis l’obtention de l’IDEX en mars 2011. Le projet présenté ici résulte d’un prolongement coordonné, s’inscrivant dans un nouveau périmétrage, des propositions contenues dans ces deux projets, et s’accompagne de l’intégration d’une nouvelle équipe (le GHDSO de l’Université Paris Sud).

Il vise à promouvoir des recherches en sciences sociales (sociologie, science politique, sciences économiques et de gestion, histoire mais aussi géographie et droit) sur des programmes novateurs construits à partir d’interactions originales avec les sciences de la nature, selon 4 axes principaux. Il s’agit d’étudier, avec les outils des sciences sociales, l’activité scientifique, ses objets, ses méthodes, ses collectifs, ses territoires et ses écosystèmes, mais aussi les mises à l’épreuve de ses résultats, les innovations qui en découlent et leurs effets sur le monde économique et la société. Ces thématiques pourront être valorisées en termes d’expertise scientifique, d’innovations et de transferts (notamment en termes d’entrepreneuriat et de marchés), de politiques publiques (en particulier via la construction d’indicateurs et de catégories), et d’analyse des rapports entre sciences, controverses scientifiques et savoirs profanes. Elles seront également développées en interaction avec deux projets de master nouveaux développés au niveau de l’Université Paris Saclay, et dont les discussions sont bien avancées, l’un portant sur la sociologie de la quantification et l’autre sur les sciences sociales des sciences et des techniques.

Quatre axes pluridisciplinaires et pluri-établissements, construit à partir de thématiques issues des deux projets initiaux, structurent cette lettre d’intention. Des opérations de recherche inscrites dans chacun de ces axes sont détaillées en annexe au présent document.

**Axe 1 : « Mesure, modèles, métrologie » (CESDIP, IDHE Cachan, LSQ, PRINTEMPS)**

Cet axe s’appuie essentiellement sur une partie du projet 6S, mais il intègre des questions et thématiques présentes dans le projet LISI. Il fédère principalement le CESDIP, l’IDHE Cachan, le LSQ et le PRINTEMPS mais intéresse aussi des chercheurs de Télécom ParisTech et du CRG. Il s’inscrit dans le développement de l’usage des méthodes quantitatives en sciences sociales en lien avec la montée en charge de **l’Equipex CASD** (Centre d’Accès Sécurisé Distant aux données sensibles) auquel participent et co-financent plusieurs partenaires de ce projet.

Cet axe vise à promouvoir un quantitativisme réflexif en SHS. Pour cela, on étudiera comment on « fait de la science » (et de la technique) dans le cas particulier de l’analyse quantitative dans les sciences humaines et sociales et dans leurs applications. Dans le même temps, on cherchera à faire des rapprochements avec les autres sciences où la quantification permet la problématisation et l’inférence causale. Cette perspective ne sera pas détachée de l’usage de la quantification, mais inclura une participation à celle-ci et aux controverses qu’elle suscite à partir de la comparaison entre différentes méthodes. Un premier sous-thème sera consacré aux *Stratégies de quantification comparées en sciences sociales*. Le deuxième sous-thème, *Etudes expérimentales sur la construction des catégories*, remonte à la source des créations des catégories qui autorisent la quantification, en étudiant en particulier les liens entre pratiques savantes et profanes de catégorisation (notamment : formes de mise en équivalence, évaluation, classification,…). Ces deux premiers thèmes bénéficient d’une ANR (Eurequa, 2009-2012, dont est partie prenante le PRINTEMPS) qui permettront une mise en œuvre opérationnelle rapide de recherches visant à tirer partie de ces travaux et d’approfondir ces problématiques grâce au soutien de l’IDEX avec les autres partenaires du projet (et notamment le CESDIP, l’IDHE Cachan et le LSQ). Enfin, le dernier sous-thème, *Métrologie et gouvernement des sociétés*,  propose d’analyser les opérations de quantification comme un moyen d’observer les organisations imprégnées de catégories et de chiffres : dans la gestion des entreprises (voir axe suivant) et dans la définition des politiques publiques, notamment dans le domaine de la justice, pour lesquelles la preuve statistique joue un rôle croissant, ainsi que les changements de comportement que ces opérations induisent.

**Axe 2 : « Innovation et entrepreneuriat : marchés, organisations et sociétés » (CRG, IDHE Cachan, LTCI)**

L'innovation a toujours été un facteur clé du développement des entreprises, mais les dernières décennies ont vu une nette rupture avec le passé : de ce qui était essentiellement une arme pour la croissance, réservé aux entreprises les plus entreprenantes, l'innovation est devenue une condition de survie dans des marchés mondiaux saturés, offrant une alternative stratégique à la compétition par les prix. Dès lors, les formes contemporaines de l'innovation apparaissent de plus en plus complexes, mélangeant des composantes technologiques, économiques, sociales et organisationnelles afin d’offrir des réponses aux nouveaux enjeux. Le projet vise ainsi, dans une perspective interdisciplinaire, à rendre compte de la variété des pratiques de collaboration en matière d’innovation, organisées autour d’un grand nombre d’acteurs mêlant différents outils, formes organisationnelles et langages pour concrétiser des idées floues au départ, créant de la valeur et des valeurs. Il portera sur les contextes de la haute technologie, mais aussi dans les domaines où les innovations organisationnelles sont déterminantes pour les dynamiques de marchés et les dynamiques sociétales. Ce programme vise à associer un projet de recherche ambitieux à des dynamiques d’enseignement d’une part et de structuration d’action entrepreneuriale sur l'innovation d’autre part. Le projet profitera de sa situation dans le périmètre Saclay pour se développer en relation étroite avec les autres institutions et entreprises concernées par l’innovation sur le campus : les innovateurs, les entreprises, les pouvoirs publics, la société civile.

Le programme de recherche se focalisera d’une part sur les relations entre la gestion de l'innovation, l'entrepreneuriat et le développement des marchés, dans les industries matures et de haute technologie comme dans les start-ups: il visera à renouveler les approches traditionnelles en tirant toutes les conséquences du caractère collectif de l'innovation et des spécificités de l'entrepreneuriat dans un contexte de haute technologie. Il se concentrera sur la caractérisation des formes correspondantes d'innovation et de d'entrepreneuriat, notamment dans l'élaboration de nouveaux produits ou de prestations de services et comme facteur de croissance économique, de développement des entreprises et de structuration des marchés. Il se focalisera d’autre part sur les formes de créativité organisationnelle et entrepreneuriale qui ne sont pas forcément en lien avec la haute technologie et les marchés, mais font évoluer les marchés et la société (mégaprojets, modes de financement, de contractualisation et de structuration des relations, organisation de la dissonance des évaluations, etc.). Les questions liées à l’innovation ont généralement été abordées par des disciplines distinctes (management stratégique, théorie des organisations, sociologie et entrepreneuriat notamment), ne rendant que partiellement compte des nouvelles formes de conception émergeant dans les régimes d'innovation ouverte, en haute technologie et dans d’autres domaines.

**Axe 3 : « Normes, régulations et équipements des activités fondées sur la science » (CRG, GDHSO, IDHE Cachan, LTCI, PRINTEMPS)**

Cet axe porte sur les activités menées sur le plateau de Saclay, dans le cadre classique des disciplines (physique, biologie, chimie, etc.) mais aussi au sein de thématiques interdisciplinaires (nanosciences et nanotechnologie, par exemple) et au niveau du développement technologique (« *science-based activities* »). En mobilisant sociologie, histoire, gestion, économie et géographie et les outils des *science studies*, on cherchera à analyser les normes qui régissent ces activités, la façon dont elles sont régulées et dont elles ont évolué historiquement, ainsi que les équipements (matériels et cognitifs) sur lesquelles elles s’appuient (ou se sont appuyées). Les relations de coopération et les synergies locales entre acteurs et collectifs seront examinées avec une attention particulière, en considérant le plateau de Saclay comme un terrain offrant, par sa densité et son hétérogénéité, un observatoire de premier ordre pour l’étude de nouvelles dynamiques technoscientifiques et professionnelles. Approchées sous l’angle du travail en premier lieu, mais aussi des enseignements et de l’histoire de ces dynamiques dans tel ou tel champ (mathématiques, physiques, nanotechnologies, spatial, sciences de l’environnement notamment), ces questions se déploient sur plusieurs opérations nouvelles ou en cours. Ces dernières constituent en effet un support évident au développement de cette perspective, et notamment l’ANR Travcher (Portrait du chercheur en travailleur salarié), mais aussi divers travaux menés dans les laboratoires impliqués sur les districts, les carrières scientifiques, les politiques publiques de la science.

**Axe 4 : Droit et Justice, Sciences et Technologies (CESDIP, ISP, LTCI, PRINTEMPS)**

Cet axe de recherche novateur est interdisciplinaire, et susceptible d’intéresser aussi bien des sociologues et des anthropologues, que des historiens ou des juristes, voire des linguistes ou des ergonomes. Issu du dialogue qui s’est établi entre les labex 6S et LISI, il porte sur deux institutions puissantes, le droit et la science, qui constituent, norment et organisent les réalités sociales contemporaines. Dans la filiation des « Science and Technology Studies » (STS), cette contribution analyse des processus de co-construction du droit et de la science à travers deux points de croisement particulièrement heuristiques : le rôle du droit dans la production de la science et de la technologie, et le rôle des sciences et des technologies dans l’organisation et l’accomplissement des pratiques judiciaires.

La première question porte sur la rencontre entre le droit et la production des sciences et des techniques, vue par exemple à travers les questions de propriété intellectuelle ou de gestion des ressources humaines, et les controverses qui entourent la mise en œuvre des règles de droit correspondantes. La manière dont les parlements, les tribunaux, les avocats et conseils en propriété industrielle ou en droit du travail (en santé sécurité par exemple), se saisissent des questions scientifiques et technologiques font aussi partie de cette interrogation. Du côté du rôle des sciences et technologies dans les pratiques judiciaires, on se demandera comment ces nouveaux savoirs sont mobilisés (et parfois contestés) dans des procédures policières et des délibérations judiciaires où l’application des règles de droit s’imbrique inévitablement avec des questions scientifiques et techniques dans l’administration de la preuve. Les objets d’étude peuvent ici être les expertises psychiatriques, médicales, financières ou linguistiques, le savoir médico-légal (la génétique et les neurosciences notamment), le recours à des dispositifs de surveillance à l’appui du travail de preuve ou l’émergence d’assemblages et de procédures hybrides, comme, par exemple, les Commissions Pluridisciplinaires des Mesures de Sureté. Là aussi, le financement IDEX permettra le redéploiement de travaux épars sur ces thématiques, initiées par des contrats doctoraux (sur l’expertise judiciaire médico-légal ou psychiatrique par exemples) ou diverses recherches actuellement en cours (sur la visioconférence au tribunal par exemple).

**Equipes participant au projet :**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Nom, prénom du responsable** | **Statut** | **Laboratoire, Etablissements de tutelle** | **Taille équipe (chercheurs et enseignants-chercheurs)** |
| Pélisse Jérôme | Directeur | PRINTEMPS- UVSQ/CNRS | 8 |
| Bessy Christian | Directeur adjoint | IDHE – ENS Cachan /CNRS | 7 |
| Licoppe Christian | Directeur adjoint | LTCI – Télecom ParisTech/CNRS | 6 |
| Bastard Benoît | Directeur | ISP - ENS Cachan /CNRS | 5 |
| Benghozi Pierre-Jean |  | CRG – Polytechnique/CNRS | 8 |
| Gispert Hélène | Directrice | GHDO (équipe de EST - Université Paris Sud) | 7 |
| Gollac Michel | Directeur | LSQ (équipe du CREST-GENES) | 6 |
| Jobard Fabien | Directeur | CESDIP – UVSQ/CNRS/Ministère de la Justice | 8 |
| Albe Virginie | Directrice adjointe et directrice du Centre d’Alembert | STEF – ENS Cachan | 6 |

Remarque : Le nombre de chercheurs et enseignants chercheurs indiqué correspond aux personnes réellement impliquées dans le projet (hors doctorants, post-doctorants et ingénieurs de recherche), et non aux effectifs compris dans chaque laboratoire ou équipe.

**Budget et moyens demandés**

La déclinaison de ces axes en opérations de recherche budgétées est proposée en annexe à ce document.

**La somme totale des besoins estimés sollicités auprès de l’IDEX s’élève à 800 000 euros sur trois ans (soit 265 000 euros par an environ)**.

Cet apport financier de l’IDEX vise à donner, par un fond d’amorçage, une extension à l’échelle du périmètre Saclay des collaborations déjà entamées depuis le dépôt des projets Labex. **Les différents établissements partenaires ont d’ores et déjà engagés des financements pour un certain nombre de ces programmes et opérations de recherche** (voir détail ci-dessous): via leur participation à l’Equipex CASD (IDHE Cachan et LSQ ; le CESDIP et le PRINTEMPS ayant vocation à y entrer comme partenaire à terme), à des contrats doctoraux fléchés, à des ANR en cours (à l’IDHE Cachan et au PRINTEMPS notamment), à des financements et à un investissement de longs termes parfois (notamment au CESDIP sur certaines opérations), à des recrutements récents d’ATER, de professeurs associés, de chercheurs CNRS. **En outre, les opérations évoquées ci-dessous et déclinant les 4 axes présentés ont vocation à trouver des co-financements** auprès des établissements partenaires, et d’agences ou institutions diverses, et notamment de deux réseaux de recherche DIM (Domaines d’intérêt majeur) labellisés par la région Ile de France en SHS et dont plusieurs laboratoires sont partie prenantes : le DIM GESTES d’une part (co-dirigé par Michel Gollac, directeur du LSQ et Jérôme Pélisse, directeur du PRINTEMPS) et dont sont partie prenantes l’IDHE Cachan, le LSQ, le PRINTEMPS ; et le DIM IS²IT, dans lequel sont impliqués le LTCI, l’IDHE Cachan, le PRINTEMPS.

**Annexe**

Cette annexe présente le détail des opérations de recherche et des budgets sollicités par axe, présentant, lorsque le temps imparti pour rédiger cette lettre d’intention l’a permis, les co-financements déjà obtenus ou sur lesquels tel ou tel établissement est susceptible de s’engager.

**Axe 1 « Mesure, modèles, métrologie » (CESDIP, IDHE Cachan, LSQ, PRINTEMPS)**

4 opérations de recherche sont envisagées, visant à approfondir des recherches en cours, tout en assurant leur mise en commun et le développement d’échanges et de collaborations à l’échelle du plateau de Saclay.

a) Etude historique de la réception des méthodes statistiques (notamment les méthodes de régression) et de leur usage en sciences sociales. Cette étude sera appuyée sur la constitution de base de données à partir du dépouillement des principales revues de sciences sociales (françaises et éventuellement étrangères) et de l’examen pour chaque article de la place et des formes de la quantification.

b) Analyse de la mise à l’agenda depuis le début des années 2000 de la création d’une nomenclature socio-économique européenne, dans le prolongement des recherches menées dans le cadre de l’ANR Eurequa (qui se termine fin 2012).

c) Programme de recherche sur la justice et la sécurité envisagées depuis les citoyens, principalement développé au CESDIP (depuis plus de 20 ans) mais aussi l’ISP : enquêtes sur le sentiment d’insécurité ; enquêtes de victimation régionales (convention Cesdip – Institut d’aménagement et urbanisme IdF depuis 1995) et nationales (convention Cesdip – Insee) ; mise sur site Internet de données sérialisées permettant de mieux valoriser les tendances et les comparaisons entre sources à différents paliers (national, régional, local) ; analyse de la quantification dans la gouvernementalité pénale, notamment autour des institutions et instruments de mesure de la délinquance, et de l’introduction du logiciel de gestion Cassiopée dans les procédures judiciaires et policières

d) mise en place d’un séminaire commun (il existe en 2011-2012 trois séminaires sur la quantification, menée respectivement à l’IDHE Cachan, le LSQ et le PRINTEMPS).

**Besoin financier**: **240 000 euros sur 3 ans** : 3 postdoctorants (150 000 euros) + 1 ingénieur de recherche (50 000 euros) + missions + traductions + site web + Summer school ou colloque (40 000 euros). ***Les apports des différentes équipes sont ici conséquents***, notamment à l’UVSQ (via l’ANR Eurequa et les moyens engagés par le CESDIP dans ces opérations de recherche), à l’ENS Cachan (via sa participation au CASD, l’embauche d’un ingénieur et d’un professeur associé spécialisé sur la quantification recruté en octobre 2012) et au LSQ (avec les moyens du CREST-Insee et ses nombreux associés spécialisés en sociologie quantitative). Les fonds sollicités auprès de l’IDEX permettront une mise en commun, le développement de partenariats mais aussi l’approfondissement significatif de ce programme de recherche, qui s’articulera avec une nouvelle formation en sciences sociales de la quantification.

**Axe 2 : « Innovation et entrepreneuriat : marchés, organisations et sociétés » (CRG, IDHE Cachan, LTCI)**

Plus spécifiquement, le programme mettra l'accent sur deux enjeux de recherche principaux et un enjeu pédagogique.

1. Les écosystèmes de R&D dans les environnements de haute technologie (clustering, externalités géographiques, innovation ouverte, structure de plates-formes ...). Cette partie du programme vise à étudier le déploiement d'I & E dans une économie mondialisée, confrontés à des contextes de marché caractérisés par des formes d'usage et des conditions de régulation potentiellement très différentes. Il s’agit en particulier des stratégies d'Open Innovation conduisant à mettre en place des structures organisationnelles inédites, pour coordonner un grand nombre de contributeurs. Ces dynamiques renvoient, en outre, au développement des technologies de l'information et de la communication qui fournissent des moyens radicalement nouveaux pour penser les formes d'innovation et l'évolution des marchés.

 *Actions de recherche:*

* 1. Caractérisation des partenariats industriels dans les écosystèmes d'innovation ouverte
	2. Architecture des plates-formes de production et de distribution
	3. Nouvelles pratiques de coopérations dans la gestion d'innovations ouvertes

2. Dans les réseaux d'innovation qui émergent ainsi dans les environnements de haute technologie, l'entreprenariat et les start-ups jouent un rôle crucial et présentent des caractéristiques spécifiques, comme les spin-offs des universités. Aussi, un deuxième axe de recherche portera sur les conditions de constitution et de fondation des nouvelles entreprises, leurs modalités de développement et de croissance, les collaborations entre acteurs en place et start-ups, les spécificités des formes d’entrepreneuriat. L'objectif est d’affiner la compréhension des facteurs qui favorisent la création de nouvelles entreprises, d'étudier le développement d'une dynamique d'apprentissage au sein de start-ups innovantes, d'étudier les facteurs qui entravent leur dynamique de croissance, d'examiner comment des collaborations avec des start-ups high-tech influencent les performances d'innovation d’entreprises partenaires.

*Actions de recherche:*

1. Cartographie dynamique des start-up de haute technologie et des entreprises spin-off de recherche
2. Économie des start-up : stratégie, organisation, cycle de vie, croissance ...
3. Structures de capital-risque et stratégies des acteurs en place vis-à-vis des start-up de haute technologie

3. Le programme de recherche est enfin associé au développement d’une pédagogie spécifique. Son objectif est de créer une plate-forme pédagogique sur l’enseignement de l'I & E pour établir des bonnes pratiques pour les programmes d’enseignement, à travers des comparaisons internationales.

*Action de formation :* Summer school sur l’entreprenneuriat

**Budget demandé : 210 000 euros sur trois :** 1 post doc (consacré pour 1/3 du temps pour coordination du programme et action pédagogique ; 1/3 du temps pour participation à l’action ecosystem **;** 1/3 du temps pour participation à l’action entrepreneuriat) (*Montant 50 k€ / an) +* Organisation de la summer school + séminaires et frais divers (équipement, documentation et missions) (*Montant 20 k€/ an).* Soit au total 70 k€/ an.

**Axe 3 : « Normes, régulations et équipements des activités fondées sur la science » (CRG, GDHSO, IDHE Cachan, LTCI, PRINTEMPS, STEF)**

Deux grandes opérations de recherche sont envisagées : la première est novatrice (tout en s’appuyant sur l’expertise de plusieurs chercheurs travaillant sur la question envisagée) tandis que la seconde permet l’approfondissement de recherches en cours et une mise en synergie de divers travaux en développement.

*Programme 1. « Travail, espace et territoire scientifique et technologique : la ‘clusterisation’ en question ».* La ‘clusterisation’ décrit une dynamique de rapprochement à la fois géographique et pratique d’équipes de recherche autour d’instruments et de projets communs, dans une dynamique d’ensemble visant la production de connaissances et de prototypes industriels. Si le plateau de Saclay n’est pas encore le cas le plus célèbre en la matière, le renforcement actuel de la dynamique de convergence scientifique et technologique tend à l’en rapprocher. Ce programme vise donc à analyser les conditions sociales de cette évolution historique, et à la comparer avec d’autres cas à l’étranger en mobilisant des données qualitatives mais aussi quantitatives et une réflexion sur les catégories statistiques utilisées pour saisir cette transformation permettant de mettre en synergie cette opération avec l’axe 1 du projet.

*Programme 2. « Logiques et dynamiques des modes de régulation des activités scientifiques et techniques ».* L’organisation du travail scientifique et de son marché professionnel est en constante évolution. Ce programme, qui pourra notamment s’appuyer sur l’ANR Travcher (dont est partie prenante l’IDHE Cachan, 2009-2014) vise à saisir les normes et les règles qui informent cette organisation, à partir du plateau de Saclay notamment, en tant qu’elles produisent des nouveaux modèles professionnels en lien avec le renforcement de diverses procédures d’évaluation. Ces normes et règles sont issues à la fois d’une réflexion politique, qui vise à optimiser le potentiel innovant des communautés de la recherche et du développement, et des interactions qui animent le tissu culturel et organisationnel de cet écosystème.

* Un *premier focus* sera fait sur les acteurs intermédiaires (« *go-betweens* ») circulant, pour des raisons scientifiques, commerciales, juridiques ou politiques, entre diverses communautés.
* Un *deuxième focus* visera le point de vue des chercheurs sur les questions de propriété intellectuelle et sur les cas de fraude scientifique, de plus en plus débattus dans les revues scientifiques, dans les forums professionnels et dans les médias. Cette étude des fraudes constituera une entrée possible susceptible de fonder des collaborations avec une étude plus large – notamment en longue durée (18ième-21ième siècle) – centrée sur la circulation des sciences par et à travers les journaux scientifiques.
* Un *troisième* focus centré sur les approches historiques de l’enseignement vise à analyser les configurations et segmentations du système d'enseignement des sciences en filières séparées, en s’intéressant en particulier à la normalisation et à la régulation des enseignements et des pratiques enseignantes tels qu’elles sont promues par l’échelon national et mises en œuvre localement.

**Besoin financier : 180 000 euros sur trois ans** : 3 postdoctorats (150 000 euros) + organisation de journées d’étude et frais divers (codage, retranscription, documentation, missions, etc.) (30 000). ***Les établissements ont déjà pris des engagements conséquents pour soutenir ce programme***, et notamment l’IDHE Cachan, via son implication dans l’ANR Travcher (qu’elle coordonne, budget de 160 000 euros, fin prévue en avril 2014) mais aussi le fléchage d’un ATER (histoire des nanotechnologies) recruté en octobre 2012. Le budget sollicité auprès de l’IDEX vise à approfondir, disséminer et construire des partenariats dans le cadre de l’ANR Travcher, à soutenir des travaux à l’IDHE Cachan, au PRINTEMPS (pour lequel l’UVSQ pourrait s’engager à flécher un contrat doctoral) et au GDHDSO notamment. L’ENS Cachan pourrait aussi contribuer à impulser la première opération sur la clusterisation à partir du cas Saclay, via un contrat doctoral fléché.

**Axe 4 : Droit et Justice, Sciences et Technologies (CESDIP, ISP, LTCI, PRINTEMPS)**

Afin d’opérationnaliser les deux grandes questions de recherche identifiés dans cet axe, plusieurs opérations sont prévues.

La prise en compte dans le travail juridique et judiciaire des savoirs techniques et/ou issus des connaissances scientifiques fera ainsi l’objet de deux investigations distinctes. La première concerne l’activité d’expertise judiciaire (pénale mais aussi civile ou commerciale) et leur prise en compte par les juges – cette opération est déjà engagée au PRINTEMPS (doctorat sur l’expertise en médecine légale), au CESDIP (doctorat sur l’expertise judiciaire en Europe et lien avec l’Institut Européen de l’Expertise), à l’ISP et au LTCI. La seconde concerne l’éventuelle « biologisation » du rapport au crime, par l’introduction (ou le retour) en France de méthodes, d’épistémologies, de savoirs tels que les neurosciences, la génétique, la statistique probabiliste, en vue de recherche la culpabilité et/ou de prévoir le risque de récidive, voire le risque de premier acte. L’engagement historique du CESDIP sur la question de l’institutionnalisation de la « criminologie » en France offre une base solide au déploiement de ce dernière piste. Enfin, une opération de recherche pourra être prévue, qui permettra de coordonner et renforcer les recherches déjà en cours sur le placement sous surveillance électronique (PSE, dit « bracelet électronique »), regroupant des chercheurs de l’ISP, du LTCI et du CESDIP.

**Besoin financier : 170 000 euros sur trois ans** : un postdoc (50 000 euros) + une allocation de recherche (100 000 euros) + organisation de séminaires, colloques : 170 000 euros sur 3 ans.

Les partenaires ont déjà engagés un soutien à ce axe novateur, via principalement le financement de contrats doctoraux (allocation du DIM IS2IT au Printemps ; contrat CIFRE au CESDIP sur l’expertise judiciaire) et l’affectation de fonds à ces recherches (sous forme de missions notamment).